

Grandes dames et féminisme au tournant du XXe siècle

Sophie Doucet et Karine Hébert

Numéro 145, printemps 2021

Activisme et mobilisations féministes au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95964ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Doucet, S. & Hébert, K. (2021). Grandes dames et féminisme au tournant du XXe siècle. *Cap-aux-Diamants*, (145), 10–15.



Marie Gérin-Lajoie (1890-1971). (https://fr.wikipedia.org/wiki/Marie_Lacoste_G%C3%A9rin-Lajoie)

GRANDES DAMES ET FÉMINISME AU TOURNANT DU XX^E SIÈCLE

par Sophie Doucet et Karine Hébert

À la fin du XIX^e siècle, un courant d'idées marginal, mais puissant commence à déferler sur les pays dits occidentaux : le féminisme.

Les femmes d'Angleterre, de France, d'Allemagne, des États-Unis, de Nouvelle-Zélande, d'Australie, des pays scandinaves et du Canada prennent conscience des injustices qui leur sont faites en vertu des lois de leurs pays respectifs et réclament, avec plus ou moins de hardiesse selon l'endroit, le droit de poursuivre des études supérieures, de pratiquer certains métiers, de participer activement à la vie démocratique et d'être autonomes en droit, mariées ou pas.

Partout, ce sont les femmes aisées, bourgeoises, pourrait-on ajouter, qui portent ces revendications, pour des raisons faciles à comprendre. Ces femmes ont du *temps*, ayant pour la plupart des domestiques pour vaquer aux tâches ménagères et parentales. Elles ont des *moyens financiers*, ce qui veut souvent dire une meilleure instruction; accès à des livres et à des journaux locaux et étrangers pour se former l'esprit et s'informer; ainsi qu'un espace confortable où vivre et travailler. Elles ont aussi des *relations*, la sociabilité bourgeoise les amenant à fréquenter des personnes influentes de différents milieux. Et elles sont convaincues, en raison de leur position sociale, d'agir au nom de la morale.

Au Canada, la fondation, en 1893, du Conseil national des femmes (CNF) par lady Aberdeen (Ishbel Maria Marjoribanks), épouse du gouverneur général, lance la « première vague » du féminisme. Le CNF comprend une branche québécoise, le Conseil local des femmes de Montréal (CLFM), qui réunit des femmes aisées francophones, anglophones,



Robertine Barry dite Françoise (1863-1910). Photo vers 1903. (https://fr.wikipedia.org/wiki/Robertine_Barry#/media/Fichier:Robertine_Barry.jpg)

catholiques, protestantes et juives. Ces femmes se voient d'abord comme des réformatrices face aux problèmes sociaux causés ou exacerbés par l'industrialisation : la mauvaise qualité de l'air, la pauvreté, l'insalubrité des logements ouvriers, l'alcoolisme, la mortalité infantile... et aussi la terrible (à leurs yeux) pénurie de domestiques.

Au sein du CLFM, les Marguerite Thibaudeau, Eliza Reid, Julia Drummond, Katherine de Sola, Joséphine Marchand et Marie Lacoste Gérin-Lajoie organisent des conférences publiques sur l'hygiène et encouragent la mise sur pied d'écoles ménagères et la nomination d'inspectrices (plutôt que d'inspecteurs) dans les manufactures qui emploient surtout des ouvrières... C'est dans l'action qu'elles réalisent qu'elles sont restreintes du seul fait de leur genre; parce qu'elles sont des

femmes, elles ne peuvent pas légalement ne serait-ce qu'ouvrir un compte de banque ou signer un contrat... Cette brutale prise de conscience ajoutera à leur programme réformiste des revendications féministes, au départ timides.

En effet, quand on lit les écrits des féministes canadiennes-françaises de la première vague, on est frappé par la prudence et la timidité dont elles font preuve dans leurs revendications. Elles ne réclament pas de devenir « bachelères, avocates ou doctresses », jure Joséphine Marchand dans *Le coin du feu*, magazine qu'elle fonde en 1893. Dans les années 1890, les figures importantes du féminisme s'affirment opposées au droit de vote des femmes. La réserve dont elles font preuve nous renseigne sur le climat dans lequel elles évoluent : un climat marqué par le clérico-conservatisme, qui place les femmes mères au foyer au cœur de la stratégie de survivance de la « race » canadienne-française. Selon l'historienne Marie-Aimée Cliche, « si ces femmes avaient affiché des opinions plus radicales, elles auraient probablement perdu toute crédibilité aux yeux de leurs compatriotes ».

La mixité religieuse du CLFM n'a pas l'heur de plaire au clergé catholique, qui interdit d'emblée aux associations féminines d'en rejoindre les rangs – tout en permettant aux femmes de le faire sur une base individuelle. Pourtant, les Canadiennes françaises les plus en vue de ce mouvement adhèrent aux idéaux du catholicisme social défendus par l'Église dans l'encyclique *Rerum novarum*. L'idée de créer une association de femmes catholiques canadiennes-françaises commence à circuler. Déjà, à la fin du XIX^e siècle, quelques dames patronnesses s'étaient regroupées pour appuyer l'œuvre de la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB). À leur tête se trouvait Caroline Dessaulles-Béique, liée à une grande famille libérale et épouse de l'homme d'affaires Frédéric-Ligori Béique, lui-même président de la SSJB. Soucieuses de gagner en autonomie et d'assumer, pour la communauté catholique, le même rôle que le CLFM, ces femmes fondent la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB) en 1907 (alors que les anglophones créent le Women's Canadian Club de Montréal, œuvre menée par Elsie Reford et Julia Drummond). La FNSJB et son journal, *La Bonne Parole*, sont tenus à bout de bras par Marie Lacoste Gérin-Lajoie jusqu'en 1933. La FNSJB poursuit une œuvre réformatrice et y adjoint des dossiers de revendication variés : amélioration des conditions de travail et de vie des femmes,

modification du Code civil pour les femmes mariées, éducation et droit de vote. S'ajoutent à cela des cercles de lecture et des cycles de conférences visant à informer les femmes sur les différents sujets politiques, sociaux et économiques de leur temps.

L'ÉDUCATION

Voie royale vers l'émancipation, l'éducation des filles devient un cheval de bataille prioritaire. Pour ces femmes aisées, l'enseignement supérieur peut garantir à la fois une participation des femmes à l'amélioration de la société et la possibilité de se former au meilleur de leurs capacités. À l'hiver 1908, Éva Circé-Côté et Georgina Bélanger (Gaétane de Montreuil), dont les noms sont souvent associés à la franc-maçonnerie montréalaise, annoncent leur intention de créer un lycée pour jeunes filles. Cette initiative inquiète le clergé, qui préfère encore acquiescer aux demandes de Marie Lacoste Gérin-Lajoie et de mère Sainte-Anne-Marie (Aveline Bengle), de la Congrégation de Notre-Dame. Leur École d'enseignement supérieur pour jeunes filles, collège classique sans le titre, accueille ses premières étudiantes dès l'automne. Parmi elles se trouve Marie-Justine Gérin-Lajoie, qui sera la première bachelière de l'Université Laval à Montréal.

LE DROIT DE VOTE

Impossible de parler des revendications des femmes aisées sans aborder la question du droit de vote. Déjà à l'avant-scène ailleurs dans le monde, elle s'impose au Québec à l'occasion d'un débat sur le droit de vote municipal en 1902. Le CLFM se mobilise, avec succès, pour contrer le projet de retirer le droit de suffrage à certaines catégories de femmes contribuables l'ayant déjà. Ce n'est toutefois qu'à la fin de la décennie qu'émergent les principales voix en faveur du droit de vote au fédéral et au provincial.

En plein débat sur la conscription, le gouvernement fédéral de Robert Laird Borden accorde le droit de suffrage aux parentes de soldats et aux infirmières militaires en 1917. Outrées, plusieurs militantes de longue date, dont Marie Gérin-Lajoie, réclament l'élargissement de ce droit à toutes les femmes majeures. Borden se rallie en 1918, et les Canadiennes se prononceront pour la première fois aux élections générales de 1921 (à l'exception des femmes autochtones, asiatiques,

détenues et ayant une déficience intellectuelle). De nombreuses initiatives d'éducation civique non partisans se succèdent pour inciter les nouvelles électrices à se prévaloir de leur droit.

La partie est toutefois loin d'être gagnée au provincial. En janvier 1922, une association francophone et anglophone exclusivement dédiée à cette cause voit le jour : le Comité provincial du suffrage féminin. C'est compter sans l'opposition ferme du clergé et d'une portion importante des élites politiques. Après un voyage à Rome et une rebuffade du clergé, Marie Lacoste Gérin-Lajoie, jusque-là figure de proue du mouvement suffragiste, se retire de la lutte en octobre de la même année. Une nouvelle génération de militantes, avec à leur tête Thérèse Casgrain et Idola Saint-Jean, portera désormais cette lutte politique jusqu'à sa conclusion en 1940.

QUELQUES « GRANDES DAMES »

MARIE LACOSTE GÉRIN-LAJOIE (1867-1945)

Issue de familles très en vue du milieu conservateur (les Globensky par sa mère Marie-Louise et



Joséphine Marchand (1861-1925). Photo vers 1880. (BAnQ-Québec).

les Lacoste par son père Alexandre), Marie travaillera toute sa vie à l'amélioration du statut des femmes du Québec. À dix-neuf ans, elle épouse Henri Gérin-Lajoie, jeune avocat et associé de son père, fils de l'écrivain Antoine Gérin-Lajoie et de Joséphine Parent, fille du patriote modéré Étienne Parent. Ils auront quatre enfants, dont Marie[-Justine] Gérin-Lajoie. C'est en partie pour offrir à sa fille la possibilité de poursuivre des études qu'elle travaille ardemment à l'ouverture de l'École d'enseignement supérieur pour jeunes filles. Juriste autodidacte, elle publie, en 1902, un *Traité de droit usuel* destiné à informer les Québécoises des règles de droit concernant les femmes mariées tout en mettant en lumière les profondes injustices contenues dans le Code civil. Conférencière, chroniqueuse, organisatrice infatigable, son œuvre principale est assurément la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, qu'elle cofonde en 1907 et dont elle assure la présidence de 1913 à 1933. Toute sa vie, elle a su regrouper autour d'elle les forces féminines de son temps, collaborant régulièrement avec les féministes anglophones de la métropole. Catholique convaincue, elle a tenté, parfois avec difficulté, de concilier son féminisme chrétien et son combat pour les droits des femmes.

ELSIE REFORD (1872-1967)

Née Meighen, Elsie appartient à une famille d'industriels prospères productrice de la farine *Five Roses*. En 1895, elle épouse Robert W. Reford, héritier d'une florissante entreprise maritime. Ils auront deux fils. Philanthrope respectueuse des attentes de son milieu, elle s'investit dans le Montreal Maternity Hospital. Conservatrice et impérialiste convaincue, elle est au centre d'un réseau influent comprenant son richissime oncle George Stephen, 1^{er} baron Mount Stephen et futur lord Mount Stephen, et lord Grey (Albert Henry George Grey, 4^e comte de Grey), gouverneur général de 1904 à 1911. Sans jamais adhérer au Conseil local des femmes ou se prononcer en faveur du suffrage féminin, elle contribue dans l'ombre à de nombreux débats politiques de son temps. En 1908, elle met ses talents d'organisatrice au service de l'Empire lors des Fêtes du tricentenaire de Québec. La même année, elle crée, avec lady Drummond (Grace Julia Parker), le Women's Canadian Club dans le but de donner aux femmes la chance de s'ouvrir à l'actualité nationale et internationale. Fervente partisane de la conscription, elle n'hésite pas à pro-



Portrait (1914) de Mary-Elsie-Stephen Meighen-Reford (1872-1967), fondatrice des Jardins de Métis, exposé à la Villa Estevan. (https://fr.wikipedia.org/wiki/Elsie_Reford)

noncer des discours pour inciter les femmes à appuyer le parti conservateur en 1917, et réitère en faveur de son cousin, Arthur Meighen, chef du parti conservateur, lors des élections de 1921. Consciente des contraintes pesant sur elle en tant que femme, c'est lors de ses périples en Gaspésie et dans la création de ses jardins à Métis Beach qu'elle embrasse pleinement sa liberté.

JOSÉPHINE MARCHAND-DANDURAND (1861-1925)

« Nous sommes vraiment arrivés, Raoul et moi, à un joli degré de puissance, pour le bien public », écrit Joséphine Marchand-Dandurand dans son journal intime, le 12 mai 1898. « Raoul », c'est le sénateur Dandurand, son époux. Joséphine est par ailleurs la fille de Félix-Gabriel Marchand, premier ministre du Québec depuis l'année précédente. Femme de lettres, elle a créé et dirigé pendant quatre ans le magazine *Le coin du feu* (1893-1896), destiné à hausser le niveau de culture et d'ins-



Conseil national des femmes. Photo : William Topley. (Bibliothèque et Archives Canada, PA-028033). (<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/conseil-national-des-femmes-du-canada>)

truction de ses compatriotes féminines, qu'elle juge « déplorable ». Utilisant sciemment ses relations dans le monde politique, au Canada et en Europe, elle met bientôt sur pied une association, l'Œuvre des livres gratuits, qui distribue des livres aux institutrices des campagnes, toujours pour amener la culture et l'instruction aux femmes. Très au fait de l'avancée de la cause des femmes au Canada et à l'étranger, Marchand-Dandurand occupe divers postes décisionnels au CNF et au CLFM pendant plusieurs années. Sa position sur le droit de vote des femmes demeure ambiguë, et son féminisme est moins hardi quand son mari accède à des fonctions politiques importantes. Le journal intime de Joséphine Marchand est une petite perle des lettres québécoises, qui nous

plonge dans les idées d'une jeune fille, puis d'une femme choyée et talentueuse, néanmoins aux prises avec son époque.

ROBERTINE BARRY (FRANÇOISE) (1863-1910)

Robertine Barry est la fille d'un immigrant irlandais qui a fait fortune dans le commerce du bois, John Edmond Barry, et d'une Canadienne française du Bas-du-Fleuve, Aglaée Rouleau. Neuvième de leurs treize enfants, elle grandit au bord du fleuve, dans une maison remplie de livres. Après des études secondaires chez les ursulines de Québec – l'éducation la plus poussée que pouvait recevoir une fille –, Robertine Barry

se lance dans le journalisme, au journal *La Patrie*, à Montréal, où elle tient la « Chronique du lundi » et la page féminine le « Coin de Fanchette », qui comprend un courrier du cœur. Dans le *Journal de Françoise*, magazine qu'elle fonde en 1902 et qu'elle dirige jusqu'en 1909, elle veut instruire ses lectrices sur les choses du monde, et offrir une vitrine aux écrivains.e.s d'ici et de France. Célibataire, amie des écrivains et des artistes et des intellectuels libéraux, protectrice des « gens ordinaires », elle revendique avec audace l'éducation supérieure des filles, l'instruction laïque, l'ouverture de bibliothèques publiques et le droit de vote des femmes. Ces positions lui valent l'animosité de membres du clergé et de journalistes conservateurs. Épuisée de nager à contre-courant, Robertine Barry meurt à 46 ans en 1910 avant d'avoir vu se réaliser son grand rêve : l'accession des femmes à l'université.

**Sophie Doucet est historienne.
Karine Hébert est historienne et professeure à
l'Université du Québec à Rimouski.**

Pour en savoir plus :

Denyse Baillargeon. *Brève histoire des femmes au Québec*. Montréal, Boréal, 2012.

Marie-Aimée Cliche. « Droits égaux ou influence accrue ? Nature et rôle de la femme d'après les féministes chrétiennes et les antiféministes au Québec, 1896-1930 ». *Recherches féministes* 2, 2, p. 101-119.

Sergine Desjardins. *Robertine Barry, tome 1 – La femme nouvelle*. Les Éditions Trois-Pistoles, 2010.

Sergine Desjardins. *Robertine Barry, tome 2 – On l'appelaît Monsieur*. Les Éditions Trois-Pistoles, 2010.

Sophie Doucet. *Robertine Barry (1863-1910)*. Fondation Lionel-Groulx, janvier 2020. <https://www.fondationlionelgroulx.org/Robertine-Barry-1863-1910.html>

Sophie Doucet. *Joséphine Marchand (1861-1925)*. Réseau québécois en études féministes. https://reqef.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/23/Joséphine_Marchand.pdf

Micheline Dumont. *Le féminisme raconté à Camille*. Montréal, Remue-ménage, 2009.

Micheline Dumont et Louise Toupin. *La pensée féministe au Québec. Anthologie, 1900-1985*. Montréal, Remue-ménage, 2003.

Karine Hébert. « Une organisation maternaliste au Québec : la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52, 3 (hiver 1999), p. 315-344.

Karine Hébert et Sophie Doucet. « L'histoire du féminisme au Canada et au Québec : bibliographie sélective ». *Mens*, 2, 1 (automne 2001), p. 125-144.

Karine Hébert. « Elsie Reford, une bourgeoise montréalaise et métissienne ». *Revue d'histoire de l'Amérique française* 63, 2/3 (2009-2010), p. 275-303.

Karine Hébert. « Elsie Reford ». *Encyclopédie canadienne*, version en ligne (<http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/elsie-reford/>), mai 2014.

Karine Hébert. *Marie Gérin-Lajoie : un nom, deux œuvres*. Fondation Lionel-Groulx, décembre 2016. <https://www.fondationlionelgroulx.org/Marie-Gerin-Lajoie-un-nom-deux.html>

Le *Rerum novarum* est une encyclique de Léon XIII, publiée en mai 1891. Elle établit les bases de la doctrine sociale de l'Église, notamment en garantissant un rôle aux laïcs dans la perspective de contrer à la fois les excès de l'industrialisation et la montée des idées communistes.

Hélène Pelletier-Baillargeon. *Marie Gérin-Lajoie. De mère en fille, la cause des femmes*. Montréal, Boréal, 1985.

Anne-Marie Sicotte. *Marie Gérin-Lajoie. Conquérante de la liberté*. Montréal, Remue-ménage, 2014.

Diane Thibeault. *Premières brèches dans l'idéologie des deux sphères. Joséphine Marchand-Dandurand et Robertine Barry : deux journalistes montréalaises de la fin du XIX^e siècle*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1980. 126 p.